

Séance ordinaire du mardi 21 septembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Relation aux usagers

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents / Excusés :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Charles SULTAN

Recensement de la Population 2022 - Création de postes d'agents recenseurs et rémunération - Approbation

Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire, rapporte :

Le recensement permet non seulement de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements, et ainsi de mieux comprendre l'évolution de la commune, mais également de fixer le chiffre légal de population à partir duquel sont calculées, entre autres, les dotations allouées à la commune par l'Etat. Le dernier chiffre légal de population au 1^{er} janvier 2018, publié le 1^{er} janvier 2021, est de 293 410 habitants. Dorénavant, la population légale de la Ville de Montpellier est calculée et connue chaque année.

L'enquête de recensement est préparée et réalisée par la Ville de Montpellier en partenariat avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui organise et contrôle la collecte. Les opérations de collecte annuelle des données de recensement débiteront le jeudi 20 janvier 2022 et se termineront courant mars 2022, au retour définitif des informations collectées auprès de l'INSEE.

Le nombre de logements à recenser en 2022 étant estimé à environ 13 000. Aussi, il est prévu de créer au tableau des effectifs 70 postes d'agents recenseurs.

Les éléments constituant la rémunération des agents recenseurs :

1-La rémunération de la formation :

Ce n'est qu'à l'issue de la formation de deux demi-journées que les agents recenseurs pourront prétendre exercer leurs fonctions et être désignés en cette qualité par arrêté municipal. Il est proposé de rémunérer chaque demi-journée 30 €.

2- La rémunération de la tournée de reconnaissance :

Cette tournée consiste à repérer, confirmer ou rectifier le nombre de logements à chaque adresse à recenser. Compte tenu de l'importance de ce travail de repérage des logements durant une semaine, il est proposé de rémunérer la tournée de reconnaissance au tarif de 60 €. Dans le cas où le travail de l'agent recenseur serait partiellement réalisé, la tournée de reconnaissance serait rémunérée à hauteur de 30 €. Si ce travail n'est pas réalisé, il est proposé qu'il ne soit pas rémunéré et que l'agent soit remplacé.

3- La rémunération de la collecte :

● Le tarif de base des documents collectés par l'agent recenseur dans les termes de la délibération du 27 novembre 2003 :

- Feuille de Logement : 0,24 € ;
- Bulletin Individuel : 0,40 €.

● La prime de résultat : elle s'ajoute au tarif de base dans le cas où l'agent recenseur a effectué un travail satisfaisant. Il est proposé d'augmenter de 0,01 € le montant de la prime concernant la feuille de logement et le bulletin individuel, comme il est de coutume chaque année depuis la mise en place du recensement annuel de la population :

- Feuille de Logement : 1,45 € ;
- Bulletin Individuel : 1,43 €.

4- L'instauration d'une prime compensatoire :

Cette prime vise à compenser le taux d'occupation par logement plus faible dans certains quartiers. Cette situation implique un nombre de passages plus élevé par l'agent recenseur pour recenser les habitants, ainsi qu'une rémunération plus faible puisque celle-ci est fonction du nombre d'habitants par logement. Il est proposé que le montant de cette prime compensatoire soit de 100 €. Cette prime ne serait versée que si l'agent recenseur va au terme de sa mission et aux agents affectés à des quartiers au taux d'occupation moyen par logement inférieur à la moyenne de la ville.

5- L'instauration d'une indemnité de transports :

Lors de la campagne de recensement, l'agent recenseur est amené à se déplacer par ses propres moyens sur son secteur pouvant parfois être très vaste. Aussi, il est proposé d'instituer une indemnité de transports visant à compenser en partie les frais de déplacement et stationnement des agents à hauteur de 60 €. Cette prime ne serait versée que lorsque l'agent recenseur va au terme de sa mission.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider la création au tableau des effectifs du personnel communal de 70 postes d'agents recenseurs pendant la période correspondant aux opérations de recensement ;
- D'approuver les éléments constitutifs de la rémunération susvisée ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-165670-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.